The Left's Insidious War on the Free Speech Rights of Climate Dissenters

Lien article original: http://reason.com/archives/2016/07/15/the-lefts-insidious-war-on-the-free-spee

These claims are overblown at best.

Gdoc des autres traductions : https://docs.google.com/document/d/1D UdAAXqO-rP9YBfmbSn93y7J-O4QeD0r wWbZsbycs/edit?usp=sharing

Les attaques sournoises de la gauche américaine contre la liberté d'expression des

dissidents climatiques	
Traduction pour Contrepoints	
Image de couverture :	
Couleurs :	
noir : traducteur original,	
•	
1 cellule = 1 paragraphe.	
Notes de traduction :	
Procureur général au pluriel = procureurs général ?	
 Je suppose que l'acronyme AG = attorney general (et non pas par exe 	emple Al Gore, bien que ça soit plausible dans "AGs United for Clean Power")
Original	Traduction
	En gras = pas sûr que ça soit très français
En gras = pas sûr de comprendre le sens original ou cela à	
quoi ça fait référence (donc influe sur le contenu de droite)	
The main casualty of global warming is the Democratic Party's sanity.	La plus grande victime du réchauffement climatique reste la santé mentale du Parti Démocrate américain.
Americans are so focused on the outrageous presidential candidacy of Donald Trump, we've largely missed one of the biggest political stories of 2016: the left's fearsome tactics to suppress its ideological opponents. Case in point: the liberal crusade to silence climate change dissenters.	Les américains sont si focalisés sur la candidature extravagante de Donald Trump que nous avons raté l'une des plus grosses affaires politiques de 2016 : les manœuvres redoutables de la gauche pour étouffer ses opposants idéologiques. Le meilleur exemple : la croisade de la gauche pour réduire au silence les dissidents au changement climatique.
About 20 Democratic attorneys general have launched a campaign to go after ExxonMobil and other "corporate polluters" for allegedly disseminating "false" information about global warming. What did the Democratic Party do? Mock this campaign? No. Denounce it? Nope. Tell them to knock it off? Of course not. Instead, the Dems made this stance an official plank in their party platform, pledging to use the "Department of Justice to investigate alleged corporate fraud on the part of fossil fuel companies who have reportedly misled shareholders and the public on the scientific reality of climate change."	Environ vingt procureurs général démocrates ont lancé une campagne contre ExxonMobil et autres "pollueurs industriels" pour avoir prétendument diffusé de "fausses" informations à propos du réchauffement climatique. Qu'a fait le Parti Démocrate ? Railler la campagne ? Non. La dénoncer ? Nope. Leur dire d'arrêter ? Bien sûr que non. Les démocrates ont plutôt fait de cette position un élément officiel de leur programme de parti, promettant d'utiliser le "ministère de la justice pour enquêter sur des présumées fraudes industrielles d'entreprises d'énergie fossile qui auraient supposément induit en erreur ses actionnaires et le public sur la réalité scientifique du changement climatique".
Eco-warriors claim to have internal memos that prove that ExxonMobil knew as far back as 1977, well before global warming achieved any sense of true public urgency, that doubling atmospheric carbon dioxide would produce a 2 to 3 degrees centigrade rise in global temperature. Liberals also claim that the company internally debated the impact of warming on its Arctic operations as far back as the early 1990s. But just like tobacco companies kept publicly denying the link between smoking and lung cancer even though they knew the truth, Exxon spent \$30 million over the years to fund global warming "denialism" and stop action on climate change.	Les militants écologistes affirment détenir des mémos internes qui prouvent que ExxonMobil savait dès 1977, bien avant que le réchauffement climatique devienne effectivement d'urgence publique, que le doublement du dioxyde de carbone atmosphérique produirait une hausse de température mondiale de 2 à 3° Celsius. Ils affirment aussi que l'entreprise a discuté en interne des impacts du réchauffement sur les opérations en Arctique dès le début des années 90. Mais de la même façon que les cigarettiers ont niés publiquement le lien entre fumer et cancer du poumon alors qu'ils connaissaient la vérité, Exxon aurait dépensé 30 millions de dollars au fil des ans pour financer le "négationnisme" du réchauffement climatique et arrêter les mesures en rapport avec les changements climatiques.

Ces affirmations sont exagérées, pour ne pas dire erronées.

First of all, comparing tobacco to fossil fuels is not just absurd, but malicious, given that smoking actually directly kills smokers. Now before you argue that global warming might one day kill people too, remember that fossil fuel is a source of cheap power without which countless millions of poor people, especially in Third World countries, would perish here and now, not in some distant future when the Earth heats up.

Premièrement, comparer l'industrie du tabac et des énergies fossiles n'est pas seulement absurde mais fourbe, compte tenu du fait que fumer tue en réalité directement les fumeurs. Avant de défendre que le réchauffement climatique pourrait un jour tuer aussi des gens, rappelez-vous que les énergies fossiles sont une source d'énergie bon marché sans laquelle des millions de pauvres, particulièrement dans les pays du tiers-monde, périraient sur le champ, pas dans un espèce d'avenir lointain quand la Terre se réchauffera.

As for those so-called smoking gun memos, they were mere speculations that repeatedly and correctly emphasized the deep uncertainties in climate science at the time. And when the Intergovernmental Panel on Climate Change definitively declared in 2006 that the observed warming had human causes, my *Reason* colleague Ron Bailey has reported, ExxonMobil started warning investors that both climate change and the policies it spawned posed a risk to its business. It also switched from opposing climate change action to supporting a carbon tax.

Quant aux mémos soi-disant irréfutables, ils ne sont que de simples spéculations où il y est maintes fois souligné les profondes incertitudes qui règnaient dans l'étude du climat à l'époque. Et quand le <u>GIEC</u> a définitivement déclaré en 2006 que le réchauffement observé était d'origine humaine, <u>rapporte</u> mon collègue Ron Bailey du magazine Reason, ExxonMobil a commencé à avertir les investisseurs que le changement climatique et les politiques engendrées seront un risque pour l'entreprise. Cette dernière a d'ailleurs **reviré de** son opposition aux mesures climatiques **pour** son appui de la taxe carbone.

But none of this matters to global warming warriors who, in a zeal reminiscent of the great Spanish Inquisition, want to <u>jail climate dissenters</u> and have marked Exxon for <u>"corporate death."</u> To achieve that end, they are colluding with the Democratic Party and going after Exxon and any group that has had anything to do with climate change.

Mais rien de tout cela n'importe pour les guerriers du réchauffement climatiques qui, dans une ferveur rappelant l'inquisition espagnole, veulent mettre en prison les dissidents climatiques et scellent Exxon de "mort industrielle". Afin d'y arriver, ils sont de connivence avec le Parti Démocrate et ils s'en prennent à Exxon et n'importe quel groupe qui aurait eu le moindre rapport avec le changement climatique.

Last fall, a <u>bunch</u> of climate scientists at George Mason University dashed off a letter pressing the Justice Department to use the anti-mafia racketeering law called the RICO Act to investigate Exxon's alleged conspiracy of deceit. And instead of rejecting the suggestion outright, Attorney General Loretta Lynch <u>referred</u> the issue to the FBI, **which is ominous enough**.

A l'automne dernier, une poignée de scientifiques du climat de l'Université de George Mason se sont précipités pour écrire une lettre pressant le ministère de la justice d'utiliser la loi RICO d'anti-corruption pour enquêter sur cette prétendue machinerie mensongère. Et au lieu de rejeter catégoriquement cette proposition, la procureur général Loretta Lynch transmit le dossier au FBI, ce qui est suffisamment inquiétant.

Worse, this spring, some state attorneys general who are members of "AGs United for Clean Power" issued <u>subpoenas</u> to Exxon for all communication since 1977 with about 100 think tanks, advocacy groups, lobbyists, and university centers that it has funded (including <u>Reason Foundation</u>, where I work, which received funding from Exxon many moons ago). They also held a press conference—with none other than AI Gore to add a touch of objectivity, no doubt—announcing their intention to get to the bottom of Exxon's conspiracy.

Pire : ce printemps, quelques procureurs général membres de "l'union des procureurs pour les énergies propres" ont sommé à <u>comparaître</u> Exxon pour toute communication depuis 1977 avec une centaine de think tanks, groupes de défense, lobbyistes et pôles universitaires qu'ils ont financés (incluant la Fondation Reason, où je travaille, qui a reçu des fonds d'Exxon il y a de cela bien longtemps). Ils ont aussi tenu une conférence de presse —avec Al Gore en personne pour ajouter, sans doute, une touche d'objectivité— annoncant leurs intentions **d'aller au fond de cette affaire** de conspiration.

But the First Amendment protects all corporate lobbying—even deceptive corporate lobbying. As such, this legal jihad is unlikely to result in charges. So what is its purpose? To harass Exxon to the point that it ends donations to outfits whose research and policy advocacy these AGs find threatening. When the Competitive Enterprise Institute, one of the listed groups, pointed out this gross abuse of power in an opinion piece, Claude Walker, the attorney general of the Virgin Islands, slapped it with a separate subpoena, demanding all correspondence with Exxon from 1997 to 2007.

Mais le premier amendement de la constitution des états-unis protège tout lobbying industriel — même ceux qui sont mensonger. Tel quel, il est peu probable que ce djihad juridique donne lieu à des poursuites. Quel est donc son objectif? Harceler Exxon jusqu'à ce qu'il mette fin aux donations aux groupes dont les recherches et plaidoyer politiques sont jugés nuisibles par ces procureurs. Quand la CEI (Competitive Enterprise Institute), un des groupes listés, pointe du doigt cet abus flagrant de pouvoir dans un article d'opinion, le procureur général des Îles Vierges des États-Unis Claude Walker rétorqua avec une nouvelle injonction à comparaître, exigeant la totalité de ses correspondances avec Exxon de 1997 à 2007.

Corporations usually succumb in the face of government harassment to avoid costly discovery and bad publicity. But this campaign is so beyond the pale that Exxon actually hinted that it would countersue and also **filed for declaratory relief** in a Texas district court on grounds that its constitutionally protected rights to free speech and due process, and against illegal searches and seizures, were being violated. Meanwhile, CEI filed a motion for <u>sanctions</u> against Walker, which would force him **to pay its** legal fees and possibly other damages. And the Energy and Environment Legal Institute, a free market legal group, **FOIAed** the <u>emails</u> of the so-called independent George Mason scientists who masterminded the missive to the Justice Department and has found <u>clear evidence</u> of not just collusion between them,

D'habitude, les entreprises succombent face au harcèlement gouvernementale afin d'éviter des divulgations coûteuses et de la mauvaise presse. Mais cette campagne est tellement aberrante qu'Exxon a même insinué qu'ils poursuivra en justice en retour et a aussi déposé, dans une cour de justice du Texas, une requête en jugement déclaratoire, sur le motif que ses droits à la liberté d'expression, à la procédure équitable, à l'absence de perquisitions et saisies illégales, constitutionnellement protégés, sont enfreints. Pendant ce temps, la CEI a déposé une requête pour exiger des sanctions envers Walker, ce qui le forcera à rembourser ses frais juridiques et peut-être d'autres indemnisations. L'<u>E&ELI</u>, un groupe de juristes pro-marchés, ont quant à eux invoqués la loi <u>Freedom of Information Act</u> à propos des emails des scientifiques soi-disant indépendants de George Mason qui ont écrit la lettre au ministère de la justice et ont trouvés des preuves limpides, non seulement de collusion entre eux et plusieurs procureurs

various attorney generals, and other Democratic lawmakers, but also an effort to deceive reporters about it.	général et autres législateur Démocrate, mais aussi une volonté de leurrer les journaliste à ce propos.
Such damning revelations have <u>caused</u> Walker—along with the attorneys general of Massachusetts and California—to <u>back off</u> . The only holdout in their cabal is New York's AG Eric Schneiderman, but he's playing a losing hand.	De telles révélations accablantes ont entraînés Walker ainsi que d'autres procureurs du Massachusetts et de Californie à se retirer. Le seul à rester dans leur cabale est le procureur général de New York Eric Schneiderman, mais il risque de perdre.
Still, this victory for constitutional liberties will be short lived if Hillary Clinton becomes president, given that the Democratic Party has officially declared its intention to continue to wage this war to silence climate change dissenters. And Sen. Barbara Boxer of California took to the senate floor this week to single out Reason Foundation among one of the three California-based outfits (along with Pacific Research Foundation and Hoover Institute) that are part of the "web of denial" undermining "climate science."	Toutefois, cette victoire des libertés constitutionnelles sera de courte durée si Hillary Clinton devient présidente, compte tenu du fait que le Parti Démocrate a officiellement déclaré ses intentions de continuer cette guerre au silence des dissidents climatiques. Et la sénatrice californienne Barbara Boxer s'est exprimée au Sénat cette semaine pour dénoncer la Fondation Reason comme étant une des trois organisations californiennes (avec le Pacific Research Foundation et l'Hoover Institute) faisant parti de "l'internet de la négation" sapant "la science climatique".
This is why it would behoove the GOP to put all of this centerstage in this election.	C'est la raison pour laquelle il incombe au parti républicain américain de centrer les débats de l'élection présidentielle sur ce sujet.
That would of course require a sane nominee interested less in himself and more in the Constitution. But Trump is so busy threatening even worse First Amendment violations to settle his own personal vendettas—for example, by using antitrust grounds to go after Jeff Bezos, <i>The Washington Post</i> owner, for running "wrong" stories about him —that he has neither the interest nor the standing to expose the excesses of his political opponents.	Cela nécessiterait bien sûr un candidat sain intéressé moins à lui et plus à la Constitution. Mais Trump est tellement occupé à porter atteinte de façon encore plus grave au premier amendement pour régler sa propre vendetta — par exemple, en utilisant des motifs antitrusts pour poursuivre Jeff Bezos, le propriétaire du <i>Washington Post</i> , pour avoir publié de "faux" articles sur lui — qu'il n'a ni l'intérêt ni la stature pour dénoncer les dérives de ses opposants politiques.
Even if he loses, which, god willing, he will, this election will have been a huge missed opportunity to moderate the increasingly unhinged agenda of the left. As things are shaping up in this awful campaign, regardless of what happens in November, free speech rights are in for a fight of their life in this country.	Même si Trump perd, cette élection aura été une énorme opportunité ratée pour ralentir le calendrier politique de plus en plus déjanté de la gauche. Au vu de la tournure des événements dans cette épouvantable campagne, peu importe l'issue du mois de novembre, la liberté d'expression est bien partie dans ce pays pour son combat du siècle.

Traduction d'Antoine Dornstetter pour Contrepoints de <u>The liberal war on climate dissenters</u> de The Week.

V1 19 juillet 19h32 :

La plus grande victime du réchauffement climatique reste la santé mentale du Parti Démocrate américain.

Les américains sont si focalisés sur la candidature extravagante de Donald Trump que nous avons raté l'une des plus grosses affaires politiques de 2016 : les manœuvres redoutables de la gauche pour étouffer ses opposants idéologiques. Le meilleur exemple : la croisade de la gauche pour réduire au silence les dissidents au changement climatique.

Environ vingt procureurs général démocrates ont lancé une campagne contre ExxonMobil et autres "pollueurs industriels" pour avoir prétendument diffusé de "fausses" informations à propos du réchauffement climatique. Qu'a fait le Parti Démocrate ? Railler la campagne ? Non. La dénoncer ? Nope. Leur dire d'arrêter ? Bien sûr que non. Les démocrates ont plutôt fait de cette position un élément officiel de leur programme de parti, promettant d'utiliser le "ministère de la justice pour enquêter sur des présumées fraudes industrielles d'entreprises d'énergie fossile qui auraient supposément induit en erreur ses actionnaires et le public sur la réalité scientifique du changement climatique".

Les militants écologistes affirment détenir des mémos internes qui prouvent que ExxonMobil savait dès 1977, bien avant que le réchauffement climatique devienne effectivement d'urgence publique, que le doublement du dioxyde de carbone atmosphérique produirait une hausse de température mondiale de 2 à 3° Celsius. Ils affirment aussi que l'entreprise a discuté en interne des impacts du réchauffement sur les opérations en Arctique dès le début des années 90. Mais de la même façon que les cigarettiers ont niés publiquement le lien entre fumer et cancer du poumon alors qu'ils connaissaient la vérité, Exxon aurait dépensé 30 millions de dollars au fil des ans pour financer le "négationnisme" du réchauffement climatique et arrêter les mesures en rapport avec les changements climatiques.

Ces affirmations sont exagérées, pour ne pas dire erronées.

Premièrement, comparer l'industrie du tabac et des énergies fossiles n'est pas seulement absurde mais fourbe, compte tenu du fait que fumer tue en réalité directement les fumeurs. Avant de défendre que le réchauffement climatique pourrait un jour tuer aussi des gens, rappelez-vous que les énergies fossiles sont une source d'énergie bon marché sans laquelle des millions de pauvres, particulièrement dans les pays du tiers-monde, périraient sur le champ, pas dans un espèce d'avenir lointain quand la Terre se réchauffera.

Quant aux mémos soi-disant irréfutables, ils ne sont que de simples spéculations où il y est maintes fois souligné les profondes incertitudes qui règnaient dans l'étude du climat à l'époque. Et quand le <u>GIEC</u> a définitivement déclaré en 2006 que le réchauffement observé était d'origine humaine, <u>rapporte</u> mon collègue Ron Bailey du magazine Reason, ExxonMobil a commencé à avertir les investisseurs que le changement climatique et les politiques engendrées seront un risque pour l'entreprise. Cette dernière a d'ailleurs **reviré de** son opposition aux mesures climatiques **pour** son appui de la taxe carbone.

Mais rien de tout cela n'importe pour les guerriers du réchauffement climatiques qui, dans une ferveur rappelant l'inquisition espagnole, veulent mettre en prison les dissidents climatiques et scellent Exxon de "mort industrielle". Afin d'y arriver, ils sont de connivence avec le Parti Démocrate et ils s'en prennent à Exxon et n'importe quel groupe qui aurait eu le moindre rapport avec le changement climatique.

A l'automne dernier, une poignée de scientifiques du climat de l'Université de George Mason se sont précipités pour écrire une lettre pressant le ministère de la justice d'utiliser la loi RICO d'anti-corruption pour enquêter sur cette prétendue machinerie mensongère. Et au lieu de rejeter catégoriquement cette proposition, la procureur général Loretta Lynch transmit le dossier au FBI, ce qui est suffisamment inquiétant.

Pire : ce printemps, quelques procureurs général membres de "l'union des procureurs pour les énergies propres" ont sommé à <u>comparaître</u> Exxon pour toute communication depuis 1977 avec une centaine de think tanks, groupes de défense, lobbyistes et pôles universitaires qu'ils ont financés (incluant la Fondation Reason, où je travaille, qui a reçu des fonds d'Exxon il y a de cela bien longtemps). Ils ont aussi tenu une conférence de presse —avec Al Gore en personne pour ajouter, sans doute, une touche d'objectivité— annoncant leurs intentions **d'aller au fond de cette affaire** de conspiration.

Mais le premier amendement de la constitution des états-unis protège tout lobbying industriel — même ceux qui sont mensonger. Tel quel, il est peu probable que ce djihad juridique donne lieu à des poursuites. Quel est donc son objectif ? Harceler Exxon jusqu'à ce qu'il mette fin aux donations aux groupes dont les recherches et plaidoyer politiques sont jugés nuisibles par ces procureurs.

Quand la CEI (Competitive Enterprise Institute), un des groupes listés, pointe du doigt cet abus flagrant de pouvoir dans un article d'opinion, le procureur général des Îles Vierges des États-Unis Claude Walker rétorqua avec une nouvelle injonction à comparaître, exigeant la totalité de ses correspondances avec Exxon de 1997 à 2007. D'habitude, les entreprises succombent face au harcèlement gouvernementale afin d'éviter des divulgations coûteuses et de la mauvaise presse. Mais cette campagne est tellement aberrante qu'Exxon a même insinué qu'ils poursuivra en justice en retour et a aussi déposé, dans une cour de justice du Texas, une requête en jugement déclaratoire, sur le motif que ses droits à la liberté d'expression, à la procédure équitable, à l'absence de perquisitions et saisies illégales, constitutionnellement protégés, sont enfreints. Pendant ce temps, la CEI a déposé une requête pour exiger des sanctions envers Walker, ce qui le forcera à rembourser ses frais juridiques et peut-être d'autres indemnisations. L'E&ELI, un groupe de juristes pro-marchés, ont quant à eux invoqués la loi Freedom of Information Act à propos des emails des scientifiques soi-disant indépendants de George Mason qui ont écrit la lettre au ministère de la justice et ont trouvés des preuves limpides, non seulement de collusion entre eux et plusieurs procureurs général et autres législateur Démocrate, mais aussi une volonté de leurrer les journaliste à ce propos.

De telles révélations accablantes ont entraînés Walker ainsi que d'autres procureurs du Massachusetts et de Californie à se retirer. Le seul à rester dans leur cabale est le procureur général de New York Eric Schneiderman, mais il risque de perdre.

Toutefois, cette victoire des libertés constitutionnelles sera de courte durée si Hillary Clinton devient présidente, compte tenu du fait que le Parti Démocrate a officiellement déclaré ses intentions de continuer cette guerre au silence des dissidents climatiques. Et la sénatrice californienne Barbara Boxer s'est exprimée au Sénat cette semaine pour dénoncer la Fondation Reason comme étant une des trois organisations californiennes (avec le Pacific Research Foundation et l'Hoover Institute) faisant parti de "l'internet de la négation" sapant "la science climatique".

C'est la raison pour laquelle il incombe au parti républicain américain de centrer les débats de l'élection présidentielle sur ce sujet.

Cela nécessiterait bien sûr un candidat sain intéressé moins à lui et plus à la Constitution. Mais Trump est tellement occupé à porter atteinte de façon encore plus grave au premier amendement pour régler sa propre vendetta — par exemple, en utilisant des motifs antitrusts pour poursuivre Jeff Bezos, le propriétaire du *Washington Post*, pour avoir publié de "faux" articles sur lui — qu'il n'a ni l'intérêt ni la stature pour dénoncer les dérives de ses opposants politiques.

Même si Trump perd, cette élection aura été une énorme opportunité ratée pour ralentir le calendrier politique de plus en plus déjanté de la gauche. Au vu de la tournure des événements dans cette épouvantable campagne, peu importe l'issue du mois de novembre, la liberté d'expression est bien partie dans ce pays pour son combat du siècle.

Traduction d'Antoine Dornstetter pour Contrepoints de The liberal war on climate dissenters de The Week.